



**Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes**  
**Communiqué de presse**  
**Le 14 Avril 2014**

---

---

**Suppression des aides au logement pour les étudiant-e-s :  
mobilisons-nous !**

Suite au démenti de deux membres du gouvernement lundi 14 avril, il nous paraît tout de même important, dans un contexte où **priment les économies budgétaires**, de souligner le fait que la possibilité d'une suppression des APL pour les non-boursier-es a été évoqué au sein du même gouvernement. **Il s'agit donc de rester vigilant-es.**

**La suppression pure et simple des aides au logement (APL et ALS) pour l'ensemble des étudiant-e-s non-boursier-e-s a été évoquée par le gouvernement.** Rappelons que 75% des étudiant-e-s ne sont pas boursier-e-s, et que 550 000 d'entre elles et eux bénéficient déjà de ces aides qui varient entre **90 et plus de 400 euros** et constituent souvent leur seul et unique revenu.

**Le gouvernement refuse de répondre à la précarisation du milieu étudiant** : nous sommes de plus en plus nombreux-ses à être contraint-e-s de nous salarier pour payer nos études, d'autres sont contraint-e-s d'arrêter leurs études faute de moyens financiers suffisants et les bourses, qui concernent moins de 25% des étudiant-e-s, sont loin d'être suffisantes.

Mais la suppression des aides au logement n'est pas la seule attaque. Pour rester sur les questions sociales, rappelons que **le gouvernement poursuit la privatisation rampante des CROUS** qui seront financés non plus selon leurs besoins réels mais selon leur rentabilité et selon leur capacité à trouver des financements non publics. Les CROUS ne se gênent pas pour augmenter leurs loyers et tous les prix non réglementés au niveau national, pour dégrader les conditions de travail de leurs salarié-e-s ou pour se transformer en agence immobilière au service du logement privé dont les dérives sont nombreuses (loyers excessifs, "marchands de sommeil", logements insalubres, agences "vendeuses de listes"...).

**Le gouvernement cherche à "économiser" 50 milliards** sur le dos des salarié-e-s, retraité-e-s, étudiant-e-s et privé-e-s d'emploi, en **démantelant les services publics et la protection sociale**. Il offre, en parallèle, des exonérations de cotisations sociales au patronat sans aucune contrepartie, affaiblissant de ce fait notre système de protection sociale, de retraites et de santé basé en les privant de leur source de financement.

La fédération Solidaires Étudiant-e-s considère **qu'étudier est un travail à temps plein**. Nous ne devrions pas être contraint de nous salarier pour financer nos études, au contraire !

Sur la question du logement, Solidaires Étudiant-e-s revendique dans l'immédiat **le maintien des aides au logement (APL et ALS)** pour l'ensemble des étudiant-e-s. De plus, afin que celles-ci bénéficient effectivement aux locataires, et ne soient pas un outil qui permettrait l'augmentation des loyers, nous revendiquons également **l'encadrement du prix des loyers**. À plus long terme, nous exigeons un plan massif de **construction et de réhabilitation de logements étudiants publics** dignes et à **bas loyer** afin de répondre à la crise du logement, ainsi que la **réquisition des logements vides**.

Pour lutter contre la précarité étudiante d'une manière générale, nous revendiquons :

- **L'instauration d'un salaire pour tou-te-s** les étudiant-e-s se déclarant fiscalement indépendant-e-s de leurs parents, financé par les cotisations sociales ;
- **La gratuité totale de l'enseignement supérieur** et la disparition des frais d'inscription, y compris dans les établissements publics à statut dérogatoire.

**CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA PRÉCARITÉ**  
**Étudier et se loger sont des droits, pas des privilèges !**

*Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttés*

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>

[contact@solidaires-etudiant-e-s.org](mailto:contact@solidaires-etudiant-e-s.org)